

La charte de Socialisme & démocratie

Publié le 20 octobre 2001

A l'automne 2001, les animateurs de Socialisme & démocratie ont rédigé cette charte dans laquelle ils exposent leurs objectifs et les motifs de leur action.

1) Nous croyons que la politique est, plus que jamais, nécessaire

Les libéraux, par idéologie, se réjouissent d'une politique impotente. Les nationalistes, par repli, se résignent à une politique imprécatrice. Nous récusons cette double défaite du politique. Et, dans un marché mondial qui étend sa sphère d'influence et impose sa logique, nous réaffirmons le primat de la politique, c'est-à-dire de la démocratie, de la citoyenneté, de la volonté.

2) Nous croyons que la politique est, à nouveau possible

La pratique gouvernementale, depuis juin 1997, a montré qu'il était encore possible de retrouver des marges de manœuvre, de dégager un espace pour la politique, de tracer des perspectives - avec, par exemple, le plein emploi -, d'introduire de nouvelles régulations -avec, par exemple, le Conseil de l'euro -, de formuler des refus - avec, par exemple, l'affirmation de la diversité culturelle dans l'OMC. Nous ne nous contentons pas d'une posture de résistance - même si la gauche doit savoir s'opposer quand il le faut - ni d'une volonté d'adaptation - même si la gauche doit rester immergée dans son temps. Nous pensons que de nouvelles régulations - internationales, européennes, nationales, locales - permettront d'être fidèles à nos valeurs et à notre histoire. Le socialisme moderne n'est pas la gestion de l'ordre spontané du marché mais une volonté de justice pour le monde et la société.

3) Nous croyons que la politique doit réguler la mondialisation

Les institutions internationales ne sont pas des obstacles mais des leviers : c'est quand elles sont faibles que règne la loi du plus fort. C'est donc en leur sein que la politique doit retrouver ses droits : pour fixer les contours du marché, préserver les diversités culturelles, éradiquer les paradis bancaires et fiscaux, trancher démocratiquement les différends, favoriser le développement de ces milliards de femmes et d'hommes qui vivent dans la misère. Les institutions internationales doivent être réformées. Pour peser dans la mondialisation, l'Union européenne doit continuer de s'affirmer pour acquérir la puissance qui permettra à notre modèle européen de devenir une référence universelle.

4) Nous croyons que le fédéralisme constitue une inspiration utile pour l'Union Européenne

Si nous continuons de croire que les nations constituent un élément fondamental de nos identités, le fédéralisme est, pour nous, une inspiration, une volonté, une ambition, une impulsion. Au-delà des nécessaires réformes immédiates - particulièrement l'adoption du principe de la majorité qualifiée et l'assouplissement des coopérations renforcées -, au-delà des schémas institutionnels de long terme, c'est autour de quelques ambitions simples mais fortes que nous devons penser l'avenir de l'Union européenne élargie : la citoyenneté européenne à l'intérieur, la puissance européenne à l'extérieur.

5) Nous croyons dans un Etat stratège

Il ne s'agit pas seulement de la réforme de l'Etat en tant que telle - même si nous savons que la réforme de l'Etat est indispensable à la fois pour conforter sa légitimité et améliorer la qualité et l'efficacité des services publics. Il s'agit aussi, pour la gauche, de porter une vision exigeante de l'Etat, celle d'un Etat stratège qui se préoccupe moins de la propriété des entreprises que de l'orientation des énergies - nous l'avons montré avec les nouvelles technologies -, de la régulation des marchés - en favorisant la concurrence contre les monopoles -, de la défense de l'intérêt général.

6) Nous croyons dans un Etat juste

Nous croyons dans un Etat qui, par une baisse des prélèvements, encourage l'initiative et organise la solidarité ; qui recherche l'égalité des chances mais s'attache également à réduire les inégalités de conditions. C'est pourquoi il est nécessaire de repenser les politiques de redistribution, qui ont été la marque de la social-démocratie depuis cinquante ans, à l'aune des différentes dimensions des inégalités d'aujourd'hui : l'exclusion, la précarité, le savoir, les discriminations selon les sexes, les origines, les cultures. C'est pourquoi il est nécessaire aussi, voire surtout, de penser les mécanismes permettant une meilleure répartition des revenus en faveur du travail - qui constitue la marque du socialisme depuis son origine.

7) Nous croyons que la politique doit être immergée dans la société

La politique doit fixer des normes et donner des points de repères pour organiser le débat public. La politique doit se saisir, davantage qu'elle ne le fait malgré les avancées sur le PACS, des interrogations, de toutes les interrogations, des citoyens. Qu'elles soient concrètes - la vie au travail, les exclusions sociales, la qualité de l'enseignement, la sécurité des personnes, la préservation de l'environnement, la garde des enfants, la consommation de drogue, l'avenir de la production agricole, l'aménagement du territoire, l'intégration... - ou qu'elles soient existentielles - le vieillissement, la bio-éthique - il s'agit de questions politiques dont il est indispensable de débattre avec la société dans toute sa diversité.

8) Nous croyons que le politique doit contribuer à forger un nouveau contrat social

La démocratie sociale doit être, pour la gauche, aussi prioritaire que l'est la démocratie politique. L'Etat et la loi conservent chez nous une place qu'ils n'ont souvent pas ailleurs. Mais ils vont nécessairement de pair avec une démocratie sociale vivante. Il est aujourd'hui nécessaire de débattre, entre l'Etat, les syndicats et le patronat, d'un nouveau contrat social. Il s'agit de fixer la nature et le champ de l'autonomie du social par rapport au politique. Il s'agit aussi, corrélativement, de consacrer le principe majoritaire comme condition d'engagement des partenaires sociaux pour donner un équilibre plus assuré à nos relations sociales.

9) Nous croyons que nos institutions doivent être encore profondément démocratisées

Avec, depuis 1997, un nouvel exercice du pouvoir et l'instauration de la parité, notre pratique politique devient plus délibérative et plus responsable, bref plus démocratique. Après le quinquennat et l'indépendance de la justice, de nouvelles étapes doivent maintenant être préparées. Limitation du cumul des mandats, réduction et harmonisation de la durée des mandats, renforcement de l'Assemblée nationale, réforme du Sénat, approfondissement de la décentralisation, élection des nouvelles intercommunalités, statut de l'élu, responsabilités des magistrats, ces orientations participent d'une même ambition : l'ambition démocratique. Nous voulons une vie publique plus fluide qui soit le bien de tous et non la chose de quelques uns.

10) Nous croyons que le Parti socialiste peut susciter un nouveau militantisme

La confrontation entre la première et la deuxième gauche, qui a structuré pendant vingt ans les débats du parti socialiste, est close. La synthèse a été faite, dans les textes, dans les pratiques et dans les esprits. Elle réussit dans les actes. Le parti socialiste doit en tirer les conséquences doctrinales. Par ailleurs, les nouvelles mobilisations, spécifiques et ponctuelles, symbolisent un désir d'engagement dans un rapport critique au monde. Les nouvelles technologies appellent des modes de fonctionnement différents. Les nouveaux réseaux européens - fondations, clubs, sociétés de pensées - témoignent d'un bouillonnement de la social-démocratie. Ce sont là autant d'opportunités, dans un parti socialiste ouvert sur la société, de susciter un nouveau militantisme en réformant ses structures. La gauche plurielle a montré sa capacité de réforme, sa volonté d'unité, son sens des responsabilités. Elle n'est pas seulement une coalition électorale, voire gouvernementale. Elle est, pour chacune de ses composantes, un choix stratégique. Elle est, pour la gauche, un bien commun.